



HAL
open science

Introduction : le “ Printemps arabe ” et ses suites dans la péninsule Arabique

Laurent Bonnefoy, Laurence Louer

► To cite this version:

Laurent Bonnefoy, Laurence Louer. Introduction : le “ Printemps arabe ” et ses suites dans la péninsule Arabique. *Arabian Humanities*, 2015, 4, pp.10.4000/cy.2872. 10.4000/cy.2872 . hal-03459962

HAL Id: hal-03459962

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03459962>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laurent Bonnefoy et Laurence Louër

Introduction : le « Printemps arabe » et ses suites dans la péninsule Arabique

- 1 Dans la péninsule Arabique, les mobilisations de 2011 ont pris des formes variées et ont poursuivi des objectifs différents. Les mobilisations de masse au Yémen, à Oman et au Bahreïn, contrastent avec les timides mouvements au Qatar et aux Émirats arabes unis, où seuls de petits groupes d'intellectuels ont demandé des réformes. Les contestations n'ont pas débouché, non plus, sur les mêmes résultats. Le Yémen, où le président 'Alī 'Abdallāh Ṣāliḥ a été contraint à la démission, se distingue ainsi du Bahreïn où la répression a semble-t-il préservé la « stabilité » (*istiqrār*) du pays. Par conséquent, une analyse comparative au niveau régional tend à confirmer l'idée que les monarchies et les États riches en ressources étaient mieux armés que les républiques pour répondre aux protestations¹. Cependant, et au-delà des événements eux-mêmes, ces mobilisations ont partout généré des processus de changement au long court et à différents niveaux des ordres politiques et sociaux.
- 2 Le pays le plus peuplé de la péninsule Arabique, le Yémen, a récemment fait l'objet de publications² auxquelles s'est ajouté un certain nombre de tribunes et de courts textes d'analyse rédigés par des chercheurs souvent dotés d'une importante expérience de terrain. Cet intérêt est non seulement dû au caractère massif du « Printemps yéménite », mais aussi à l'existence d'un important contingent de spécialistes du Yémen. Liberté de mouvement pour les Européens et les Nord-Américains, facilité d'obtention du visa, présence d'institutions de recherches étrangères comme le Centre français d'Archéologie et de Sciences sociales (CEFAS) et l'American Institute of Yemeni Studies (AIYS) — ou même d'institutions nationales comme le Centre yéménite d'Études et de Recherches —, ainsi qu'une réelle fascination pour l'histoire et la société du pays ont produit un intérêt académique de premier ordre pour le Yémen, malgré des conditions sécuritaires de plus en plus dégradées. Une relative liberté d'expression a permis aux chercheurs yéménites de publier leurs analyses, en dépit de la situation économique désastreuse des universités du pays. Notre compréhension du pays a continué à s'améliorer après 2011 grâce à des études ethnographiques de la place du Changement à Sanaa³, des enquêtes sur le rôle des partis politiques, en particulier al-Iṣlāḥ, l'effet de la mobilisation sur les différents conflits⁴ à Sa'da⁵, au Sud⁶ et contre al-Qaïda dans la péninsule Arabique, ainsi que des études du processus de transition politique initié par le Conseil de Coopération du Golfe⁷. Cependant, il reste encore beaucoup à faire et de nombreuses contraintes, sécuritaires en particulier, limitent de plus en plus notre capacité collective à aborder les questions et les processus les plus importants.
- 3 Les analyses de la dynamique du « Printemps arabe » au sein des six monarchies du Golfe sont très différentes en termes de quantité et d'approches. Bahreïn, Oman et Koweït, qui ont été les théâtres de protestations de masse, ont principalement donné lieu à des recherches sur les questions de politique intérieure. En revanche, dans le cas de l'Arabie saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis, où de telles mobilisations n'ont pas eu lieu, les contestations ont été principalement abordées d'un point de vue géopolitique et diplomatique.
- 4 Le soulèvement au Bahreïn et sa répression ont généré la plupart des écrits des universitaires et des experts. Peu de travaux ont cependant analysé le processus de mobilisation et le contexte plus large dans lequel il a eu lieu⁸. La majeure partie de la littérature existante traite essentiellement des divers aspects de la division entre sunnites et chiïtes et, en particulier, le paradigme sectaire à travers lequel le régime organise la répression. Les événements au Bahreïn ont même donné lieu à une série de livres se concentrant spécifiquement sur le confessionnalisme dans les monarchies du Golfe dans une perspective comparative⁹. Seule une poignée de travaux a essayé d'offrir une compréhension du rôle des dynamiques factionnelles internes au régime en amont et en aval du soulèvement¹⁰.

- 5 Par rapport à la richesse des contributions portant sur le Bahreïn, les protestations en Oman et au Koweït ont peu attiré l'attention. Pourtant, Oman a connu une large et durable mobilisation de masse contrastant fortement avec la vie politique apathique — semble-t-il — depuis la fin de la guerre du Dhofar en 1975¹¹. Cette absence d'attention est probablement due au nombre insuffisant d'universitaires et d'experts travaillant habituellement sur Oman. Malgré les facilités d'accès au terrain et la présence d'observateurs nombreux et attentifs, les événements au Koweït ont également généré peu de recherches, qui soulignent toutes la continuité de la crise politique avant et après le « Printemps arabe »¹².
- 6 Axé sur les questions de politique étrangère, les travaux sur l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis ont généralement éludé les timides demandes de réforme qui ont été formulées dans certains segments de la société civile¹³. De même, les approches de la plupart des universitaires se sont concentrées sur les politiques « contre-révolutionnaires » de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, notamment en Égypte. L'Arabie saoudite a été décrite comme « le leader de la contre-révolution¹⁴ » et comme étant principalement responsable de la recrudescence du confessionnalisme au niveau régional qui a fait suite à la répression du soulèvement au Bahreïn, qu'elle a d'ailleurs contribué à orchestrer¹⁵. Très peu de travaux ont essayé de comprendre les causes de l'échec des tentatives d'organisation de protestations à l'intérieur du royaume, ou les mobilisations dans les zones chiites¹⁶. Le rôle ambigu du Qatar dans les manifestations égyptiennes et syriennes a suscité une multitude de travaux et de commentaires qui ont nourri le débat sur la politique étrangère créative de ce petit État¹⁷. Des analyses de géopolitique ont traité des rivalités et des stratégies contradictoires du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis dans les cadres de la révolution égyptienne et de la guerre civile syrienne, mais elles ont en général négligé les processus de prise de décision en matière de politique étrangère dans ces États.
- 7 La littérature sur le « Printemps arabe » dans la Péninsule a laissé des angles morts et a généré peu, voire pas, de travaux comparatifs. Si les articles présentés dans ce numéro spécial d'*Arabian Humanities* ne peuvent en aucun cas offrir de vue exhaustive des diverses mobilisations, des réactions qu'elles ont provoquées et de leurs conséquences, ils contribuent à combler quelques-unes de ces lacunes analytiques ou géographiques. À notre grand regret, ce numéro spécial ne comprend aucune contribution sur les mobilisations en Arabie saoudite.
- 8 Chacun d'entre eux traitant de questions nationales, ces articles participent d'abord à l'analyse des processus de mobilisation et de leurs acteurs, en particulier dans certains pays peu connus comme Oman et le Koweït. Ils examinent également les effets durables de ces mobilisations sur les structures politiques, culturelles, sociales et institutionnelles, en soulignant tout particulièrement les effets sur les divisions sectaires et sur les mutations des pactes sociaux.

Mobilisations et acteurs

- 9 La plupart de ce qui a été publié sur le « Printemps arabe » dans la Péninsule dans les mois qui ont suivi les événements de 2011 a été marquée par des récits enthousiastes des mobilisations, qui mettaient l'accent sur la jeunesse et les relations difficiles entre, d'une part, les différents acteurs indépendants de la « société civile » qui ont initié les soulèvements et, de l'autre, les partis institutionnalisés ou les forces politiques. Pourtant, l'analyse du « moment révolutionnaire » demeure une nécessité¹⁸. Comment ces mobilisations se sont-elles déployées ? Qui a été mobilisé et par quels moyens ? Les mobilisations qui ont eu lieu dans les sept pays de la Péninsule sont encore, dans une large mesure, trop méconnues, et les soulèvements en dehors des capitales ont largement échappé au radar académique. Pourtant, les questions du genre, des mobilisations sectorielles, des forces « réactionnaires » et des pratiques culturelles pourraient donner lieu à d'intéressantes études.
- 10 L. Bonnefoy et J. Kuschnitzki, F. Dazi-Héni. H. Al-Hasan, K. Hennessey et M. Valéri nous donnent chacun à voir différentes phases de mobilisation. La valeur ajoutée de leurs articles ne réside pas seulement dans leur capacité à faire émerger des événements, des acteurs et des lieux qui ont été négligés, mais aussi, comme dans le cas du théâtre révolutionnaire yéménite, à donner chair à la formidable créativité de ces moments. Ainsi, l'analyse de K. Hennessey de pièces écrites ou présentées à Sanaa pendant le soulèvement révolutionnaire est une fenêtre sur

l'histoire du théâtre yéménite et ses institutions culturelles, mais surtout il est un aperçu des débats et des pratiques qui ont émergé dans le processus de mobilisation. À travers le théâtre, K. Hennessey analyse la manière dont les intellectuels et le public yéménites ont pris peu à peu conscience de la nécessité d'une révolution qui ciblerait non seulement les institutions autoritaires, mais aussi les fondations culturelles de leur société. L. Bonnefoy et J. Kuschnitzki, de leur côté, mettent l'accent sur le rôle qu'ont joué les salafistes au Yémen pendant la phase de mobilisation, et sur la façon dont ce projet a déclenché une inflexion significative dans leur rapport à la politique institutionnelle, au point que certains d'entre eux ont formé un parti et mobilisé en faveur du processus de transition.

11 Ce dossier donne également un aperçu des liens entre changement social et protestation. La contribution de M. Valéri montre comment l'anomie sociale a contribué à rendre inefficaces les techniques gouvernementales traditionnellement utilisées par le régime pour prévenir et traiter les troubles politiques. L'une d'elles a été de donner aux notables tribaux le statut officiel d'intermédiaires entre le gouvernement et la société, dans le but de réguler l'ordre social par l'institutionnalisation — et le remodelage — des modes d'organisation tribaux. Ces médiations se sont avérées inefficaces lorsque le régime les a sollicitées pour mettre fin aux manifestations de 2011 qui ont éclaté principalement dans la ville de Ṣuḥār, où la création d'un port industriel destiné à être une vitrine du développement omanais a perturbé les modes de régulation sociale établis tout en causant une grande frustration et un profond ressentiment.

12 La contribution de F. Dazi-Héni sur le Koweït souligne également comment, parmi les populations tribales, le changement social est un facteur clé dans les nouvelles dynamiques politiques de l'émirat. Les mouvements de jeunesse qui ont proliféré en amont de 2011 se sont montrés incapables de se convertir en organisations durables, mais ils ont néanmoins favorisé l'émergence de nouvelles techniques de mobilisation, dont des manifestations de masse de plus en plus agressives dans l'espace public. Celles-ci contrastent fortement avec les pratiques passées de mobilisations plus *soft* exercées dans l'espace semi-privé des *diwaniyya*-s, ces lieux de rassemblement informel typiquement koweïtiens et le plus souvent situés au domicile.

La fracture confessionnelle

13 Un consensus général s'est formé autour de l'idée que les soulèvements au Bahreïn et en Syrie ont eu pour conséquence principale une flambée des tensions entre sunnites et chiites dans la région. Dans cette perspective, la progression du mouvement Ḥūthī au Yémen en 2014 — et particulièrement dans les derniers mois de l'année — a conforté cette analyse. La montée en puissance de ce mouvement de renouveau zaydite autrefois marginal restructure fondamentalement le champ politique au Yémen, ainsi que la configuration religieuse. Bien que distincts des chiites duodécimains, les Ḥūthī-s ont redéfini l'identité zaydite, invitant à leur tour à réinterroger l'identité sunnite. Par exemple, le parti salafiste Rashād, analysé par L. Bonnefoy et J. Kuschnitzki dans leur article, est affecté par un tel processus d'identification qui s'appuie sur une redéfinition du sens du salafisme.

14 Évidemment, les tensions politiques et la violence au Yémen ne peuvent être réduites à leur aspect confessionnel. L'échec du processus de transition, marqué par la démission du président par intérim 'Abd Rabbuh Maṣṣūr Hādī en janvier 2015, et la marginalisation institutionnelle du parti des Frères musulmans, al-*Iṣlāḥ*, ont plusieurs causes, allant de l'échec économique, la corruption et la mauvaise gestion, à la pression régionale et la résilience autoritaire. Néanmoins, le clivage confessionnel, qui est né de la dynamique de convergence des identités religieuses¹⁹, constitue de plus en plus la focale à travers laquelle les acteurs au Yémen structurent leurs propres conflits. Al-Qaïda dans la péninsule Arabique est évidemment l'acteur le plus actif dans une telle construction. La direction « Ḥūthī » a été proactive, au cours de l'année 2014, en direction de groupes non-zaydites, mais avec un succès limité. Les salafistes du parti Rashād semblent, quant à eux, pris entre leur désir de paraître comme des acteurs raisonnables du processus de transition et comme les défenseurs de l'identité sunnite.

15 Les tensions sunnites / chiites ont eu une résonance particulière dans les monarchies du Golfe. Sur le plan intérieur, les soulèvements au Bahreïn et dans certaines zones chiites de la province orientale de l'Arabie saoudite, riche en pétrole, ont suscité l'inquiétude dans quelques pays

voisins, craignant d'être eux aussi atteints par une vague de protestations ou des activités subversives au sein de leurs populations chiites. Au niveau régional, et notamment avec l'aggravation de la crise syrienne, ces mobilisations ont ranimé le paradigme du « croissant chiite » qui a émergé au lendemain du changement de régime en Irak pour analyser les reconfigurations de la géopolitique moyen-orientale. Dans le cadre de leurs stratégies contre-révolutionnaires, le Bahreïn et l'Arabie saoudite ont diffusé à travers leurs médias l'idée que les mobilisations chiites sur leurs territoires étaient commandées à distance par l'Irak. Cela a eu un impact dramatique sur l'opinion publique arabe globale. Ainsi, alors que d'autres manifestations populaires avaient attiré la sympathie et étaient souvent considérées comme légitimes, précisément parce qu'elles étaient endogènes, le soulèvement au Bahreïn a été vu comme une tentative de l'Irak pour étendre son hégémonie régionale. Au sein des sociétés civiles du Golfe, le soulèvement au Bahreïn et la guerre civile syrienne ont eu un important effet de polarisation. Alors que les sunnites ressentent de la sympathie pour les rebelles syriens et se méfient de l'opposition bahreïnienne, leurs compatriotes chiites ont au contraire tendance à soutenir Bachar al-Assad et à stigmatiser le régime bahreïnien comme « confessionnaliste » et anti-chiite.

16 Certaines des contributions présentées dans ce dossier aident à affiner notre compréhension de la dynamique du confessionnalisme dans le Golfe (R. Azoulay et C. Beaugrand, H. al-Hasan). D'abord, ils confirment que les situations du Bahreïn et d'Arabie saoudite ne peuvent pas servir d'archétypes de la relation entre sunnites et chiites partout dans le Golfe²⁰. L'exemple le plus frappant est celui du Koweït. Dans ce pays, qui comprend une population chiite numériquement importante et politiquement puissante, les différents groupes politiques chiites ont convergé depuis 2009 vers un soutien inconditionnel au gouvernement. Cette configuration est le produit d'un contexte très particulier où deux phénomènes se sont renforcés mutuellement. D'une part, le gouvernement a fait l'objet d'attaques incessantes de la part d'une opposition dominée par les islamistes sunnites et les députés tribaux. D'autre part, les chiites ont fait face à une hostilité croissante de la part de ces mêmes groupes depuis le changement de régime en Irak qui a placé les chiites au pouvoir à Bagdad. Ayant besoin de soutien au parlement, le gouvernement a courtisé les députés chiites de tous bords, et ces derniers en sont venus à conclure que le gouvernement était leur meilleur allié pour faire face à l'hostilité de l'opposition. Même si elle a mis le gouvernement koweïtien dans une position inconfortable au moment de la répression de l'insurrection au Bahreïn, cette alliance fondée sur des intérêts communs s'inscrit en réalité dans la longue durée des relations entre la dynastie régnante et les chiites.

17 Deuxièmement, en plus de l'étude du parti salafiste Rashād au Yémen mentionnée plus haut, ce dossier apporte un nouvel éclairage sur les nouveaux acteurs sunnites qui ont émergé au cours des manifestations du « Printemps arabe ». Le cas du Rassemblement de l'Unité nationale au Bahreïn, analysé en détails par H. al-Hasan, n'avait jusqu'à présent été abordé qu'à travers de courts articles²¹, et justifiait une monographie fondée sur un travail de terrain. Au-delà des racines historiques du mouvement et de ses diverses composantes, l'article de H. al-Hasan propose des hypothèses stimulantes sur la dynamique de communautarisation dans le contexte bahreïnien, qui devrait davantage être étudiée. La difficulté du Rassemblement de l'Unité nationale à rallier les sunnites derrière lui de la même manière que le Wifaq chiite le fait depuis près de quinze ans montre que les sunnites, en dépit de leur statut de minorité démographique, n'existent pas en tant que communauté, c'est-à-dire comme un groupe capable de tenter une action collective sur la base de l'identité religieuse. Les sunnites sont plus que jamais politiquement dispersés entre des tendances rivales politiques et religieuses, ainsi qu'entre différentes appartenances ethniques et sociales qui nourrissent d'autres lignes de politisation. En outre, ils ont des difficultés à se positionner vis-à-vis du gouvernement, tiraillés entre un véritable désir de changement et la peur que toute réforme renforce une opposition qu'ils considèrent comme cimentée par une identité chiite exclusive.

Le pacte social

- 18 Ce numéro spécial vise également à affiner le consensus selon lequel le « Printemps arabe » trouve son origine principale dans la détérioration des conditions de vie, et que les manifestations, souvent comparées aux révolutions européennes de 1848, comportaient une dimension sociale qui a parfois été dominante²². Il est vrai que les contestations, dans certaines monarchies du Golfe (Bahreïn et Oman), avaient clairement une dimension sociale, de même que les stratégies contre-révolutionnaires, qui ont partout été associées à différents types de mesure distributive.
- 19 La contribution de M. Valéri offre une analyse fine des fondements sociaux du soulèvement omanais. La transformation de Şuḥār, paisible ville provinciale, en une vitrine économique a suscité un fort ressentiment parmi la population locale contre l'oligarchie marchande proche du palais. À la différence du Bahreïn, où les demandes étaient essentiellement de nature politique et ont été exprimées par un large éventail de personnes en termes de statut économique, les manifestants omanais étaient pour la plupart des jeunes, des chômeurs, des travailleurs à faible revenu et peu qualifiés, qui exigeaient que leurs difficultés sociales soient prises en compte, et au-delà, que les obstacles à la mobilité sociale soient levés.
- 20 Le mécontentement social est très répandu dans les trois pays du Golfe les moins riches *per capita*, à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn et Oman, qui ont moins de marge de manœuvre budgétaire pour maîtriser leurs oppositions et maintenir la stabilité sociale par l'intermédiaire de politiques de distribution généreuses, comme leurs voisins plus riches le font. L'État-providence dans le Golfe a été la pierre angulaire de la légitimité des régimes depuis le boom pétrolier des années 1970, qui a permis aux dirigeants de mener des politiques ambitieuses dans le domaine du travail, du logement, de la santé et de la famille. Comme le montre la contribution de L. Louër, ce pacte social est en crise depuis l'émergence, au cours des années 1990, du chômage de masse parmi les nationaux. Pour faire face à ce problème, tous les gouvernements du Golfe, avec différents niveaux de succès et de sérieux, ont réformé leurs politiques de l'emploi fondées sur une segmentation du marché du travail entre les nationaux et les expatriés, d'une part, et entre les secteurs public et privé de l'autre. Le « Printemps arabe » a poussé les gouvernements à accélérer les politiques de nationalisation du marché du travail visant à encourager les ressortissants à travailler dans le secteur privé. Elles peuvent même être considérées comme faisant partie intégrante de l'arsenal contre-révolutionnaire. Loin d'être sans effets politiques cependant, ces réformes ont parfois des effets inattendus sur les relations entre l'État, le patronat et le salariat. Plus précisément, elles marquent un tournant en faveur du salariat national dans les politiques de l'emploi, qui se manifeste sous la forme de nouvelles réglementations, plus strictes, ainsi que dans l'augmentation du coût du travail dans le secteur privé. En outre, afin de générer un soutien pour ces nouvelles politiques et de faire pression sur le secteur privé pour les mettre en œuvre efficacement, les gouvernements des États les moins riches choisissent de favoriser les organisations de travailleurs, y compris sous la forme de syndicats à part entière, et expérimentent des négociations tripartites formelles, créant ainsi les conditions d'un ordre social et politique plus négocié.
- 21 Au Yémen, où la capacité de redistribution des ressources par l'État est très limitée, le « Printemps arabe » a généré une réflexion sur le pacte social et national. Une longue Conférence de Dialogue national (CDN) de neuf mois, en 2013, a été mise en place pour répondre aux multiples défis du Yémen et pour redéfinir le principe même de nation à travers une constitution fédérale. Un des enjeux de la conférence portait sur la justice, ainsi que S. Steinbeiser le souligne dans sa contribution. Accompagnant les slogans des révolutionnaires appelant à la dignité (*karama*), le débat sur le sens et les processus judiciaires, y compris de justice transitionnelle, a focalisé les tensions. Les controverses s'appuyaient notamment sur l'histoire et les pratiques existantes de justice au Yémen, mais ils ont aussi favorisé des discussions plus théoriques.
- 22 Ces débats sur la justice au Yémen et sur les politiques distributives dans les États rentiers ne sont que deux exemples des processus suscités par les mobilisations dans la péninsule Arabique depuis 2011. Malgré la résilience autoritaire, la répression, l'échec de la transition et le pessimisme évident parmi les citoyens, la réflexion sur le pacte social, national et politique

montre qu'un changement profond de la région est en cours, et comment les mobilisations des « Printemps arabes » ont affecté les structures mêmes des États et des sociétés.

Bibliographie

ALLAL A. & PIERRET T. (eds.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand-Colin, 2013.

Alshehabi O. H., "Radical Transformations and Radical Contestations. Bahrain's Spatial-Demographic Revolution", *Middle East Critique*, Vol. 23, No. 1, 2014.

AUGUSTIN A., "Thawra, Thawra ya Janub". Graffiti and Slogans as Means of Expression of the South Arabian Independence Struggle", *Romano Arabica*, n° 15, 2015.

BANK A., RICHTER T. & SUNIK, A. "Durable, Yet Different. Monarchies in the Arab Spring", *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Vol. 4, No. 2, 2014, p. 163-179.

Bonnefoy L. & Poirier M., "The Structuration of the Yemeni Revolution. Exploring a Process in Motion", *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012.

Bonnefoy L., Mermier F. & Poirier M. (eds.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris, Karthala, 2012.

BONNEFOY L., "Les identités religieuses contemporaines au Yémen. Convergences, résistances et instrumentalisation", *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, 2008.

BRANDT M., "Sufyan's Hybrid War. Tribal Politics during the Huthi Conflict", *Journal of Arabian Studies*, Vol. 3, No. 1, 2013.

CAMAU M. & VAIREL F. (eds.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2014.

COATES ULRICHSEN K., "Politics and Opposition in Kuwait. Continuity and Change", *Journal of Arabian Studies*, Vol. 4, No. 2, 2014a.

COATES ULRICHSEN K., *Qatar and the Arab Spring*, London, Hurst, 2014b.

DAMESIN L., La place du Changement et la place de la Libération à Sanaa. Espaces révolutionnaires et contre-révolutionnaires, *Arabian Humanities*, n° 2, 2013.

DAY S., *Regionalism and Rebellion in Yemen. A Troubled National Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

DERICHS C. & DEMMELHUBER T., "Monarchies and Republics, State and Regime, Durability and Fragility in View of the Arab Spring", *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Vol. 4, No. 2, 2014.

FINN T., "After the Revolution. The Struggle for Women's Rights in Yemen", *Dissent*, Vol. 62, No. 1, 2015.

GENGLER J., "Bahrain's Sunni Awakening", *Middle East Report Online*, January 17, 2012 (<http://www.merip.org/mero/mero011712>).

GENGLER J., "Royal Factionalism, the Khawalid, and the Securitization of 'the Shi'a Problem' in Bahrain", *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Vol. 3, No. 1, 2013.

GRABUNDZIJA M., *Yémen. Morceaux choisis d'une révolution*. Février 2011–mars 2012, Paris, L'Harmattan, 2015.

HEINZE M-C., "On 'Gun Culture' and 'Civil Statehood' in Yemen", *Journal of Arabian Studies*, Vol. 4, No. 1, 2014.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, "The Huthis from Saada to Sanaa", *Middle East Reports*, No. 154, June 2014.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, "Popular Protest in North Africa and the Middle East (VIII). Bahrain's Rocky Road to Reform", *Middle East Reports*, No. 111, July 2011.

KAMRAVA M., "The Arab Spring and the Saudi-Led Counterrevolution", *Orbis*, Vol. 56, No. 1, 2012.

KAMRAVA M., *Qatar. Small State, Big Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.

KHALAF A., "Squaring the Circle. Bahrain's Pearl Roundabout", *Middle East Critique*, Vol. 22, No. 3, 2013.

KIENLE E. & LOUËR L., "Comprendre les enjeux économiques et sociaux des soulèvements arabes", *Critique internationale*, n° 61, 2013.

- LACKNER H. (ed.), *Why Yemen Matters. A Society in Transition*, London, IB Tauris, 2014.
- LACROIX S., “No Spring in Ryadh. Saudi Arabia’s Seemingly Impossible Revolution”, in Khatib L. & Lust E. (eds), *Taking to the Streets. The Transformation of Arab Activism*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, p. 298-321.
- LONGLEY ALLEY A., “Yemen Changes Everything... and Nothing”, *Journal of Democracy*, Vol. 24, No. 4, October 2013, p. 74-85.
- LOUËR L., “Soulèvements et factionnalismes des élites autoritaires en Égypte et au Bahreïn”, *Critique internationale*, n° 61, 2013a.
- LOUËR L., “The State and Sectarian Identities in the Persian Gulf Monarchies. Bahrain, Saudi Arabia and Kuwait in Comparative Perspective”, in Potter L. (ed.), *Sectarian Politics in the Persian Gulf*, London, Hurst, 2013b, p. 117-142.
- MATTHIESEN T., “A “Saudi Spring?”: The Shi’a Protest Movement in the Eastern Province 2011–2012”, *The Middle East Journal*, Vol. 66, No. 4, 2012.
- MATTHIESEN T., *Sectarian Gulf. Bahrain, Saudi Arabia, and the Arab Spring that wasn’t*, Stanford, Stanford University Press, 2013.
- MATTHIESEN T., “The Local and the Transnational in the Arab Uprisings. The Protests in Saudi Arabia’s Eastern Province,” in Seikaly M. and Mattar K. (eds), *The Silent Revolution. The Arab Spring and the Gulf States*, Berlin, Gerlach Press, 2014.
- PHILBRICK-YADAV S., “Antecedents of the Yemeni Revolution. Intersectoral Networks and Post-Partisanship”, *Studies in Ethnicity and Nationalism*, Vol. 11, No. 3, 2011.
- POTTER L. (ed.), *Sectarian Politics in the Persian Gulf*, London, Hurst, 2014.
- AL-RASHEED M., “Sectarianism as Counter-Revolution. Saudi Responses to the Arab Spring”, *Studies in Ethnicity and Nationalism*, Vol. 11, No. 3, 2011.
- ROSS M. L., “Will Oil Drown the Arab Spring?”, *Foreign Affairs*, Vol. 90, No. 5, 2011.
- AL-SALAH F., *Al-thawra al-yamaniya. Al-khalfiya wal-afaq*, Doha, al-Markaz al-‘arabī lil-abḥāth wa al-dirāsāt al-siyāsiya, 2012.
- SULTAN N., “Al Jazeera. Reflections on the Arab Spring”, *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Vol. 3, No. 2, 2013.
- AL TAMAMY S. M., “Saudi Arabia and the Arab Spring. Opportunities and Challenges of Security”, *Journal of Arabian Studies: Arabia, the Gulf, and the Red Sea*, Vol. 2 No. 2, 2012.
- TETREAU M. A., “Looking for Revolution in Kuwait”, *Middle East Report Online*, November 1, 2012 (<http://www.merip.org/mero/mero110112>).
- VALÉRI M., “J’ai respiré l’air de la liberté. La légitimation autoritaire au Bahreïn et en Oman à l’épreuve du “printemps arabe”, *Critique internationale*, No. 61, 2013.
- WEHREY F. M., *Sectarian Politics in the Gulf. From the Iraq War to the Arab Uprisings*, New York, Columbia University Press, 2014.
- WORRALL J., “Oman. The ‘Forgotten’ Corner of the Arab Spring”, *Middle East Policy*, Vol. 19, No. 3, 2012.

Notes

- 1 Ross, 2011 ; Bank, Richter & Sunik, 2014 ; Derichs, C. & Demmelhuber, 2014.
- 2 Bonnefoy, Mermier & Poirier (eds), 2012 ; Lackner (ed.), 2014 ; Philbrick-Yadav, 2011 ; Al-Salahi (ed.), 2012.
- 3 Bonnefoy & Poirier, 2012 ; Damesin, 2013 ; Finn, 2015 ; Grabundzija, 2015.
- 4 Day, 2012 ; Heinze, 2014.
- 5 ICG, 2014 ; Brandt, 2013.
- 6 Augustin, 2015.
- 7 Longley Alley, 2013.
- 8 ICG, 2011 ; Khalaf, 2013 ; Alshehabi, 2014.
- 9 Matthiesen, 2013 ; Potter, 2014 ; Wehrey, 2014.
- 10 Gengler, 2013 ; Louër, 2013a.
- 11 Worrall, 2012 ; Valéri, 2013.

- 12 Tetreault, 2012 ; Coates-Ulrichsen, 2014a.
13 Coates-Ulrichsen, 2014b ; Kamrava, 2013.
14 STEINBERG, 2014 ; voir aussi AL TAMAMY, 2012 et KAMRAVA, 2012.
15 AL-RASHEED, 2011.
16 LACROIX, 2014 ; MATTHIESEN, 2012 et 2014.
17 SULTAN, 2013.
18 ALLAL & PIERRET, 2013 ; CAMAU & VAIREL, 2014.
19 Bonnefoy, 2008.
20 Louër, 2013b.
21 Gengler, 2012.
22 Kienle & Louër, 2013.
-

Pour citer cet article

Référence électronique

Laurent Bonnefoy et Laurence Louër, « Introduction : le « Printemps arabe » et ses suites dans la péninsule Arabique », *Arabian Humanities* [En ligne], 4 | 2015, mis en ligne le 07 avril 2015, consulté le 03 juin 2016. URL : <http://cy.revues.org/2872>

Droits d'auteur



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.
